

En Wallonie, le bonheur, c'est toujours pour demain...

PIERRE-YVES JEHOLET

Chef du groupe MR au Parlement wallon

Régulièrement, sur les bancs de la majorité, on assiste à l'une ou l'autre déclaration à l'usage de la population et destinée à la convaincre que la Wallonie se redresse sensiblement.

Que l'on se comprenne bien: je serai des plus heureux si, un jour, cela s'avère fondé. J'applaudis des deux mains lorsque sont mis à l'honneur des succès (trop rares) enregistrés par les entrepreneurs, les artisans, les sportifs wallons.

Si, indiscutablement, certaines «success stories» doivent être mises à l'actif du sud du pays, je ne parviens pas à dissiper l'inquiétude viscérale qui me tenaille lorsque l'on met à plat les chiffres «clés» de l'économie régionale.

Depuis plus de 10 ans, on nous gratifie régulièrement de propos lénifiants aux vertus anesthésiantes. D'aucuns ont perçu un frémissement, d'autres ont enregistré une inflexion, certains encore sentent que cela bouge ou que l'écart ne se creuse plus avec la Flandre.

La réalité crue

Fort bien. Mais la réalité apparaît crûment, brutale dans ses chiffres.

Un regard objectif sur l'évolution du produit intérieur brut par habitant de la Belgique et de la Wallonie en euros de 1995 à 2012 montre que le PIB/habitant de la Wallonie se maintient, pour une moyenne de 100 pour la Belgique, dans une fourchette de 73,5 en 1995 à 73,1 en 2012. Donc, l'écart avec la moyenne du Royaume se situe à plus de 25%, c'est inquiétant...

Il faut bien constater que malgré ses efforts, la Wallonie ne parvient pas à émerger au-dessus de ce niveau. Il faut bien convenir que les indicateurs socio-économiques en laisseraient perplexes plus d'uns.

Les perspectives économiques pour les entités fédérées présentées à la mi-juillet par le Bureau fédéral du Plan sont interpellantes, dans la mesure où le taux de croissance en Wallonie est systématiquement inférieur à celui de la Flandre et du Royaume pour les cinq prochaines années et est, en outre, en deçà du niveau de croissance régionale d'avant la crise.

Alors que la population wallonne représente 32,1%, la part de la création de richesse de notre Région atteint difficilement les 23,5%. Mais à l'inverse, les demandeurs d'emploi wallons totalisent 42% des chômeurs du Royaume.

Les chiffres sont, en effet, cruels, mais doit-on encore essayer de les enjoliver, comme trop souvent on tente de le faire?

2016, une année périlleuse

Parallèlement, la situation des finances régionales n'est pas florissante.

Les derniers débats budgétaires, lors de l'ajustement de la mi-2015, ont rappelé cruellement qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. L'année 2014 devait se terminer sur une note positive pour les finances sudistes, à hauteur de 80 millions €. On a, au contraire, enregistré un déficit de 625 millions €.

L'exercice 2015 mentionne une perte de 550 millions €; elle sera sans doute supérieure malgré une intervention de solidarité de 602,7 millions € auxquels s'ajoute une contribution compensatoire de 547 millions €. Chacun pourra calculer que sur un budget de 13 milliards €, nous vivons au-dessus de nos moyens pour plus de 1,5 milliard €, soit plus de 10% des recettes annuelles.

On ne s'étonnera plus, dès lors, de voir la dette régionale se hisser désormais à plus de 20 milliards €, soit plus de 150% des recettes régionales annuelles.

L'année 2016, on le sait déjà, sera périlleuse. Les efforts d'assainissement décidés par le précédent gouvernement vont croître encore et frapper les finances régionales.

Par ailleurs, certaines matières ont basculé le 1^{er} janvier vers les Régions (financement des infrastructures hospitalières) ainsi que le prévoit la 6^e réforme de l'État. Autant dire que la Wallonie affronte dans de mauvaises conditions le retour à l'équilibre pour 2018 sur lequel elle s'est pourtant engagée.

Des finances fragiles

Comme on le voit, les finances ainsi que l'économie du sud du pays sont loin d'être robustes. On peut dès lors se demander à la lumière des dernières projections budgétaires du Bureau fédéral du Plan s'il ne conviendrait pas de se pencher sur l'évolution contrastée des finances de la Région et de la Communauté française.

Dans un avenir proche, 2017-2020, le déficit annuel wallon s'élèverait à -488 millions € alors que la Communauté française flirterait avec un bonus annuel de +479 millions €.

Cette asymétrie n'est pas tenable à terme et l'idée d'une nouvelle «Saint-Quentin» ne me semble pas devoir être écartée d'un revers de la main.

Cette situation me laisse d'autant plus circonspect que l'on peine à déceler dans la nouvelle épure budgétaire la traduction chiffrée du Plan Marshall.

J'aimerais d'ailleurs rappeler que le Plan Marshall de l'immédiat après-guerre avait, lui, enregistré des résultats significatifs après 4 à 5 ans.

Nous en sommes après une quinzaine d'années à la 5^e ou 6^e version! Peut-on se réjouir de ce qui est engrangé?

On sent confusément que l'exécutif wallon peine à prendre possession des compétences nouvellement transférées.

Il éprouve des difficultés à entrer dans ses nouvelles pantoufles, au contraire du gouvernement flamand.

La Wallonie fait fausse route

L'actuel président du Parlement wallon affirmait d'ailleurs benoîtement en juin dernier que l'on ne s'était pas assez préparé à ce transfert et déplorait les carences de l'administration fiscale wallonne. Cela ne manque pas de sel. Mais soit!

Est-ce à dire qu'il n'y a plus qu'à chercher la corde pour se pendre? Je ne le crois pas mais la Wallonie fait actuellement fausse route.

Il faut tout d'abord admettre que nous ne sommes pas riches et accepter les erreurs qui ont été commises dans certains cas, d'ailleurs collectivement. Ce n'est qu'en admettant l'évidence d'une situation précaire que nous pourrions rebondir.

La méthode «Coué» a, sans doute, des vertus d'ordre psychologique mais il ne faut pas qu'elle tronque la réalité soudain enjolivée par la grâce d'un prisme déformant. Il faut (on doit) se retrousser les manches. Quand on se fourvoie, il n'y a pas de honte à changer de cap.

Bien entendu les gaspillages en tous genres doivent être proscrits, l'opacité des structures quelquefois redondantes doit être éradiquée au nom de l'efficacité et l'efficacité mais nous devons surtout faire mieux avec moins.

Aux mécanismes de financement alternatifs prônés de façon trop systématique ces dernières années, je préfère désormais les alternatives au financement des diverses politiques qui permettront d'atteindre de meilleurs résultats à un coût bien moindre.

Certes, cela pourra s'apparenter dans certains cas à des révolutions dans les mentalités et sur le terrain.

Bousculer les habitudes

N'est-il pas possible d'optimiser la gestion du TEC, du logement, des crèches, des routes, de la recherche d'un emploi, du tourisme, des maisons de repos?

Il faut oser bousculer les habitudes, secouer le conservatisme ambiant.

Qu'on le veuille ou non, la fragilité de notre tissu socio-économique et la précarité de nos finances publiques ne nous permettent pas/plus de faire comme si de rien n'était, tout particulièrement si nous voulons continuer à répondre aux demandes légitimes des Wallonnes et des Wallons en matière de logement, de politique des handicapés, de mobilité,...

Il est donc devenu indispensable de changer de paradigme, de stopper la gestion à la petite semaine, où le donnant-donnant tient lieu d'analyse prospective.

En un mot comme en cent, il faut briser les codes de gestion de la chose publique.